



## Extrait du registre des arrêtés du Maire

N° 165 T 25

Objet : Réglementation temporaire de la circulation et du stationnement boulevard Dufayel

**Le Maire de la Ville de Sainte-Adresse**

**VU** les articles 2212-1 à 2213-5 du Code Général des Collectivités Territoriales

**VU** l'article R 417-10 du Code de la Route

**VU** la demande présentée par l'entreprise BALBIANO pour des besoins de réalisation d'une cage d'ascenseur boulevard Dufayel

### ARRETE

**Article 1** : Afin de permettre le bon déroulement des travaux, la piste cyclable sera fermée au droit du 66 boulevard Dufayel sur le périmètre du chantier **du 3 juin au 3 juillet 2025**. Une déviation pour les piétons et les cyclistes sera mise en place durant les travaux. Un véhicule de l'entreprise sera autorisé à stationner au droit des travaux.

**Article 2** : L'entreprise mettra en place la signalisation réglementaire visible de jour comme de nuit et les protections nécessaires pour assurer la sécurité des usagers de la route et des piétons. Elle aura l'obligation de réparer les dégâts éventuels causés au domaine public, elle assumera la responsabilité des ouvrages et matériels stationnés et procèdera à l'affichage de l'autorisation.

**Article 3** : Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées dans les formes prévues par les règlements en vigueur.

**Article 4** : conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télerecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Sainte-Adresse, les Agents de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire Divisionnaire du Havre, Monsieur le Commandant du Corps Urbain du Havre et les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sainte-Adresse, le trois juin deux mil vingt-cinq.



Le Maire,